

## Texte d'ouverture de l'Université d'automne 2024

Bienvenue à notre 23<sup>ème</sup> Université d'automne de la FSU SNUipp à Port Leucate.

Si vous êtes ici avec nous aujourd'hui, c'est que vous avez besoin d'échanger, d'écouter et de vous nourrir de ce que toute la recherche produit en matière d'éducation, comme chaque année ici à l'Université d'automne.

Cette année encore, de nombreux chercheurs et chercheuses ont répondu présentes et présents à notre invitation.

Cette année encore, en quelques jours, l'Université d'automne a affiché complet.

Cette année encore, il a fallu se battre avec certains Dasen et le DGRH pour que vous puissiez bénéficier d'une autorisation d'absence pour participer et être là aujourd'hui.

Mais cette 23<sup>ème</sup> université d'automne ne saurait se tenir sans une organisation bien huilée. Cette organisation, nous la devons à l'ensemble des militantes et militants de l'équipe départementale des Pyrénées orientales, le département voisin, qui durant tout ce week-end seront à vos côtés, à nos côtés pour tenir le bar et vous faire déguster des produits régionaux. Sans elles et eux, nous ne pourrions organiser l'Université d'automne, qu'ils et elles en soient remerciés.

Mais c'est aussi grâce à nos militants nationaux et militantes nationales qui depuis plusieurs mois organisent cet événement et qui depuis mercredi sont sur place pour que tout se passe au mieux : accueil, organisation, captation des conférences mais également rédaction du prochain numéro spécial de Fenêtres sur cours, notre revue qui nous accompagne depuis 30 ans. Vous pourrez d'ailleurs profiter durant ces trois jours de l'exposition que nous avons réalisée pour le 50<sup>ème</sup> numéro.

Chaque année, depuis plusieurs années, nous ouvrons l'université d'automne en disant que la rentrée a été particulière ... je ne vais pas déroger à cette habitude malheureusement. Depuis 18 mois, nous avons vu 5 ministres se succéder, mais surtout à chaque fois les réformes engagées par ces ministres ont mis à mal l'école. Nous avons depuis plusieurs mois pour habitude de dire que l'école est à un point de bascule : manque d'attractivité, inclusion sans moyen, dégradations des conditions de travail, perte de sens du métier ...

Les difficultés de l'école sont réelles depuis plusieurs années, les enseignantes et enseignants ne sont pas soutenu-es, la reconnaissance de l'expertise enseignante est sans cesse remise en cause par les injonctions sur les méthodes et les pratiques : nouveaux programmes de cycle 1 et 2, labellisation des manuels, évaluations standardisées ... tout est prétexte à caporaliser le métier de professeur des écoles. Les demandes envers l'école et les personnels sont nombreuses, l'inclusion, nécessaire pour tous les élèves en situation de handicap, pose problème dans les classes par manque d'ambition et de moyens. Les AESH, personnels indispensables dans les classes, ne bénéficient toujours pas d'un véritable statut.

L'année 2023-2024 n'aura donc pas dérogé aux habitudes de ce ministère et les réformes se sont succédées à marche forcée contre les personnels. C'est bien évidemment la question du choc des savoirs auquel nous avons opposé syndicalement le « choc des moyens ».

Dès ses premières déclarations, Gabriel Attal, ministre de l'Éducation a tenté de reprendre à Jean-Michel Blanquer sa médaille d'or du mépris des enseignant-es et il y est parvenu en quelques mois. Il a donc placé le français et les mathématiques comme priorité de tous les enseignements d'abord avec la dictée, dont il disait je cite que cet « exercice indispensable doit être utilisé autant que nécessaire, et ce dès le primaire », « que la production de textes libres sera imposée au moins une fois par semaine en CM2 », et il se positionne également pour l'abolition des « fameux textes à

trous » à l'école. Il a annoncé dès les premières semaines de septembre 2023 un grand concours d'écriture créative ... et souhaitait « mettre le paquet sur les savoirs fondamentaux » en annonçant le jour de la rentrée que 2h00 seraient consacrées quotidiennement à la lecture en CP ... alors qu'on est actuellement officiellement plus près de 2h30 ...

En maths, il a mis en avant la méthode de Singapour qu'il souhaitait généraliser parce que je cite : « Cette méthode désormais appliquée par 70 pays a fait ses preuves ». Alors qu'il est scientifiquement prouvé que les difficultés rencontrées par les élèves ne sont pas liées à la méthode mais bien aux pratiques dans la classe. Nous aurons d'ailleurs certainement l'occasion d'en reparler avec les deux chercheuses qui interviendront en mathématiques.

Mais le discours sur l'éducation de Gabriel Attal, c'est aussi celui sur l'autorité de Viry Chatillon ... et là aussi Bruno Robbes, présent demain, nous parlera de l'autorité à l'école.

Finalement Gabriel Attal, c'est le tonton ou le beau-frère dans les repas de famille qui croît tout connaître sur l'éducation et qui véhicule des idées fausses. Louise Turret nous en parlera lors de notre conférence de clôture.

Mais toute cette agitation et ces incantations n'ont eu finalement qu'un seul objectif : masquer l'engagement insuffisant de la France pour l'école en matière de budget. Alors je vous épargne le passage d'Amélie Oudea Castera qui nous aura surtout permis de dénoncer les cadeaux qui sont faits à l'école privée ainsi que l'épisode Nicole Belloubet qui n'aura pas marqué ce ministère.

Mais après une rentrée sans ministre, nous avons avec ce gouvernement Barnier, une nouvelle ministre, probablement ministre éphémère, qui a annoncé que « le paquebot garderait le cap » mais qu'elle réduirait sans doute la vitesse de croisière. Ce qu'on ne sait pas c'est si le paquebot touchera l'iceberg dans 3 mois ou dans un an, ce qui est sûr c'est que le sabotage de l'école publique est bien annoncé avec le budget qui prévoit dans le premier degré 3155 postes supprimés. Avec ces annonces, il est clair que nos écoles maternelles et élémentaires vont payer le lourd tribut des économies que le gouvernement a choisi de faire. Avec ces 4000 suppressions de postes au total, le ministère de l'éducation nationale sera le plus gros contributeur et subira 90% des suppressions sur l'ensemble des ministères. Un budget qui est bien à l'opposé des annonces gouvernementales sur la priorité à l'Éducation.

Taux d'encadrement, effectifs par classe, remplacement, formation, enseignement spécialisé, inclusion... l'école française souffre déjà d'un manque d'investissement chronique comme le montrent les comparaisons internationales. L'OCDE confirme dans tous ses rapports que ce sont les pays qui investissent le plus dans l'école primaire qui réussissent le mieux à réduire les inégalités. Ce budget annonce donc un renoncement à la réussite de toutes et tous.

La baisse démographique bien réelle dans notre pays aurait dû profiter à la baisse des effectifs par classe pour permettre de rejoindre les moyennes des pays de l'OCDE avec 20,1 élèves par classe voire même la moyenne des pays de l'UE25 avec 19,1 élèves par classe. Mais avec ces milliers de fermetures de classes annoncées la moyenne d'élèves par classe restera comme cette année au-dessus de 21,3 élèves par classe. (28% des classes françaises comptent plus de 25 élèves par classe). Je vous invite d'ailleurs à prendre le temps pendant ces trois jours d'aller voir les affiches qui expliquent ce sous-investissement.

Avec ce budget, il y aura bien évidemment une dégradation des conditions d'apprentissage des élèves mais également une dégradation des conditions de travail des personnels. Alors qu'il est de plus en plus difficile de faire classe dans un climat apaisé faute de moyens et opprimé par les injonctions, la perte de sens du métier s'en trouve renforcée, c'est cette éthique professionnelle qu'Eirick Prairat évoquera demain lors d'une conférence plénière.

C'est dans ce contexte que la FSU-SNUipp a proposé lundi dernier à l'intersyndicale de déposer une alerte sociale nationale pour forcer le ministère à entrer en négociation avec les organisations syndicales. C'est une démarche inédite qui prend tout son sens au vu des attaques dont est victime l'école.

Unaniment nous l'avons redit en audience mercredi dernier, il faut donner les moyens à l'école de relever les défis auxquels elle doit faire face.

Il est impératif de faire confiance aux professionnels de terrain, ce qui impose de rompre avec les politiques éducatives descendantes et hors sol. Les mesures engagées par le précédent gouvernement, basées sur des injonctions et des incantations, ne sont pas de nature à répondre aux enjeux.

Mettre en place des nouveaux programmes nécessite des temps de réflexion avec les professionnels de l'école. En 2015, les programmes avaient ainsi été conçus avec la coopération des enseignants, mais remis en cause dès 2018 par le ministre Blanquer, ils n'ont jamais pu être mis en place correctement. Or, l'éducation a besoin d'un temps long, qui n'est pas celui du politique et des ambitions personnelles des ministres qui se succèdent.

Les programmes de cycle 1 et 2, dont il sera sans doute beaucoup question dans les conférences de ces trois jours et tout de suite avec Sylvie Plane, seront vraisemblablement mis en place à la rentrée 2025 et les formateurs et formatrices devront construire des formations en urgence.

La politique éducative doit donc être revue et pour cela il faudra prendre à bras le corps le problème majeur du manque d'attractivité du métier de professeur des écoles. Si les causes en sont multifactorielles, la question des salaires et du pouvoir d'achat reste essentielle. Malgré des augmentations obtenues en 2023, l'absence de mesures de rattrapage, de perspectives de carrière et de revalorisation vient renforcer le déclassement salarial, et donc l'image de la profession. Si la ministre souhaite rouvrir les négociations sur ce sujet, au vu du budget, il est d'ores et déjà évident qu'aucune augmentation n'interviendra sur les fiches de salaires cette année, et d'ailleurs rien a été proposé aux organisations syndicales pour le moment.

On a pour habitude de dire à la FSU-SNUipp que l'école est vitale pour la République et qu'elle mérite mieux que ce que nos ministres successifs proposent.

Alors, le projet pour une école émancipatrice, une école ambitieuse qui fasse réussir toutes et tous les élèves, c'est le projet de la FSU-SNUipp et ce projet est possible, c'est d'ailleurs ce que nous allons démontrer à travers toutes les conférences durant ces trois jours.

Je vous souhaite une excellente université d'automne 2024 ! Profitons bien ensemble de cette parenthèse !